



Les requins du capital-investissement ne font qu'une bouchée de l'« économie bleue »

Par [Grain](#)

Thème: [Économie](#), [Transnationales](#)

Mondialisation.ca, 15 janvier 2023

grain.org 11 janvier 2023

Gros plan sur un saumon chinook dans un bassin de rétention d'une écloserie 2019. Photo iStock - Adri

Les habitants et habitantes de Calp, une ville de la communauté autonome espagnole de Valence, se battent pour bloquer la création d'une méga-ferme piscicole de 50 hectares juste au large de leur côte, affirmant que ce projet mettra en péril l'industrie touristique locale, l'environnement et la pêche artisanale dans la région, tout en n'apportant que des avantages minimales à la population locale[1].

Même la maire de Calp, Ana Sala, est farouchement opposée au projet. En août 2022, lors d'une réunion avec l'entreprise à l'origine du projet, elle leur a déclaré : « Ce que vous voulez mettre en place ici est abominable et il est de notre devoir de défendre notre municipalité et ses intérêts. En conséquence, nous continuerons à nous battre contre ce projet. »[2]

La société à l'origine du projet est Avramar, la plus grande entreprise d'aquaculture opérant en Méditerranée. Mais Avramar n'est pas une entreprise locale. Elle est détenue par la société de capital-investissement de Wall Street Amerra Capital et le fonds souverain d'Abu Dhabi Mubadala Investment. Depuis l'acquisition de l'entreprise par Amerra en 2016, Avramar est en pleine expansion. Une partie de cette expansion a eu lieu au large de la côte de Valence, notamment une ferme piscicole gigantesque qui s'étend sur 144 hectares près d'El Campello, mais la majeure partie de l'expansion a eu lieu en Grèce.

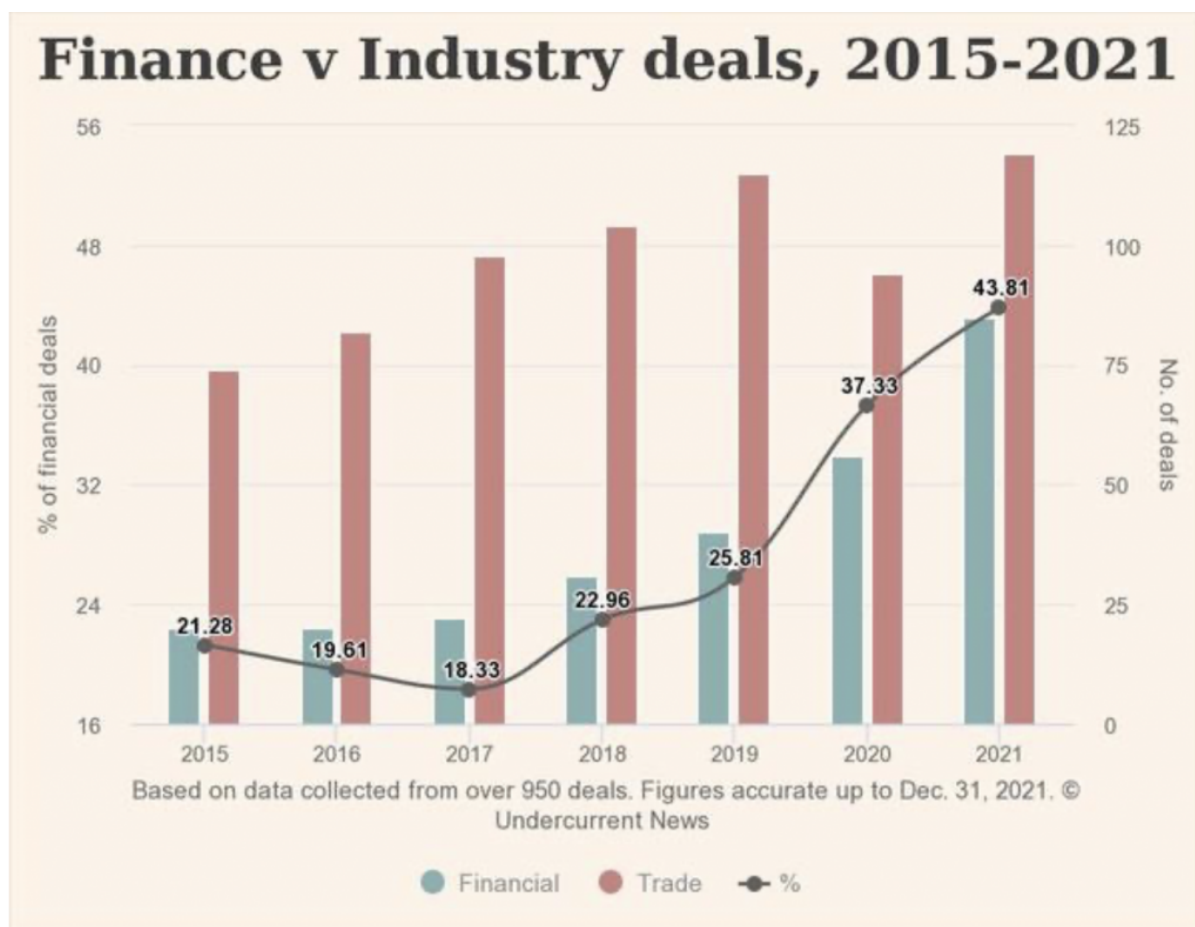
L'aquaculture marine grecque a connu un essor considérable au cours des deux dernières décennies, et le pays est désormais le principal fournisseur de poissons d'élevage pour le reste de l'Europe. Dans les années 1980, seuls 2 % des produits de la pêche provenaient de l'aquaculture ; aujourd'hui, elle en représente les deux tiers. Au départ, la croissance a été tirée par des exploitations aquacoles familiales grecques de petite et moyenne taille. Mais, plus récemment, les investissements sont venus de fonds de capital-investissement, désireux de réaliser des bénéfices grâce à une consolidation du secteur. L'une des premières opérations de capital-investissement a eu lieu en 2006, lorsqu'une société de capital-investissement basée à Athènes, Global Finance, a racheté l'exploitant de fermes piscicoles Andromeda. Dix ans plus tard, après une expansion majeure de la société à l'intérieur et à l'extérieur de la Grèce, Global Finance l'a revendue à Amerra. Au cours des trois années suivantes, avec le soutien de Mubadala, Amerra a acquis deux autres grandes entreprises grecques de pisciculture, qui possédaient également des fermes en Espagne, et les a fusionnées pour former une énorme société, Avramar.

Lors de la création d'Avramar, la Direction de la concurrence de la Commission européenne a décidé que la société devait vendre environ 20 % de ses fermes[3]. Mais cela n'a fait qu'ouvrir la porte à une autre société de capital-investissement, Diorasis, basée au Luxembourg, qui a racheté les fermes et quadruplé sa production aquacole[4]. Diorasis est soutenue par un groupe d'hommes d'affaires de la diaspora grecque et, selon les médias grecs, par Bill Gates[5]. Ensemble, Avramar et Diorasis contrôlent désormais plus des deux tiers de l'industrie piscicole grecque et, malgré l'opposition des communautés côtières, ils ont l'intention de poursuivre leur expansion[6].

Où l'argent coule à flot

La Grèce et l'Espagne ne sont pas les seuls pays où les fonds de capital-investissement investissent de manière agressive dans le secteur des fruits de mer. *Undercurrent News* a suivi l'implication des fonds de capital-investissement et d'autres acteurs financiers dans le secteur depuis 2015. Selon eux, le nombre d'opérations réalisées par des acteurs financiers est en augmentation — et en 2021, elles représentaient plus de 43 % des 194 opérations du secteur qu'ils ont identifiées[7].

Graphique 1. Part du total des opérations de fusion et acquisition dans le secteur des fruits de mer et de la pêche par les sociétés financières (finance) et par les grandes entreprises du secteur (industrie).



Finance v Industry deals, 2015-2021 = Transactions financières VS commerciales, 2015-2021

% of financial deals = % de transactions financières

Based on data collected from over 950 deals. Figures accurate up to Dec. 31, 2021 = D'après des données collectées à partir de 950 transactions. Chiffres valides à la date du 31 décembre 2021.

No. of deals = Nombre de transactions

Financial = Transactions financières

Trade = Transactions commerciales

Source : [Undercurrent News](#)

En nous appuyant sur *Undercurrent News*, nous avons recensé 41 opérations d'investissement réalisées par des groupes de capital-investissement dans le secteur des fruits de mer et de la pêche depuis 2019 (voir Annexe I)[8]. Il ne s'agit pas d'un tableau complet de l'implication croissante des acteurs du capital-investissement dans ce secteur, mais cela permet de dresser un portrait de l'ampleur et de l'orientation de leurs investissements, à partir duquel nous pouvons tirer quelques conclusions :

1. Les fonds de capital-investissement investissent dans toutes les parties du secteur, y compris les navires de pêche, la transformation des produits de la mer, la vente au détail, l'aquaculture, les aliments pour poissons, la génétique, la technologie, la gestion des déchets et le transport.
2. Ils rachètent des entreprises dans toutes les régions du monde, sur tous les continents, même si la plupart des sociétés de capital-investissement sont basées aux États-Unis et en Europe.
3. Ils se concentrent généralement sur le rachat d'entreprises de taille moyenne et les consolident ensuite, horizontalement et verticalement.

Nous pouvons également dire que la plupart des fonds de capital-investissement se concentrent sur l'aquaculture. Cela n'a rien d'étonnant. L'aquaculture est le segment du système alimentaire industriel qui connaît la croissance la plus rapide. Des organismes internationaux tels que l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) la promeuvent activement, tandis que les gouvernements multiplient les subventions et les mesures politiques pour faciliter la tâche des investisseurs privés. Il s'agit également d'un secteur qui, comme le notent le Transnational Institute et FIAN, a été « historiquement dominé par des acteurs relativement petits ou moyens, avec des dizaines de milliers de personnes impliquées dans la production (y compris la production d'aliments pour poissons) aux quatre coins du monde ». Tous ces facteurs en font, aux yeux des acteurs de capital-investissement, un secteur mûr pour la consolidation[9].

La production d'aliments pour animaux est peut-être la cible la plus facile pour la consolidation dans le secteur de l'aquaculture. C'est là qu'un certain nombre de grandes entreprises, telles que le négociant en céréales Cargill, se lancent. La génétique et les technologies/équipements aquacoles sont d'autres domaines où le contrôle des entreprises progresse rapidement, avec la participation active du capital-investissement. Mais de nombreux fonds de capital-investissement s'intéressent également à l'élevage, qu'il s'agisse d'élevages de bars ou de daurades en Grèce, de piscicultures d'eau douce en Zambie, d'élevages de saumons au Chili, d'élevages de barramundi en Arabie saoudite, d'aquaculture terrestre en Chine ou d'élevages de crevettes au Sri Lanka[10]. Partout où des politiques et des réglementations favorables à l'aquaculture sont en place, les fonds de capital-investissement se précipitent, rachètent des entreprises et développent la production, et concentrent et consolident l'industrie - de la production d'aliments pour animaux à la transformation en passant par la pisciculture.

Cela ne veut pas dire que le capital-investissement ne s'intéresse pas à la pêche en mer. Ces dernières années, d'importantes opérations de capital-investissement ont été réalisées pour des entreprises de chalutage, comme les investissements de KKR dans le géant chinois de la pêche Yuehai, ou le rachat par Alantra de la société de pêche espagnole Unión Martín[11].

Carsten Pedersen, du Transnational Institute, affirme que les systèmes de droits de pêche privatisés que les grandes ONG de conservation et les entreprises de fruits de mer promeuvent comme moyen de lutter contre la surpêche peuvent fournir des retours sur investissement rapides et, en tant que tels, sont attrayants pour les fonds de capital-investissement et d'autres acteurs financiers[12]. Dans le cadre de ces systèmes, les gouvernements fixent un plafond total pour chaque espèce pouvant être pêchée, puis attribuent des permis aux pêcheurs et aux entreprises pour leur accorder une part des prises. Il est important de noter que ces permis peuvent être vendus ou loués à d'autres.

Une enquête menée par ProPublica et le New Bedford Light sur le système des « quotas » dans le nord-est des États-Unis a révélé qu'il a considérablement accéléré la consolidation du secteur et encouragé l'entrée de capitaux privés[13].

Les droits de pêche « étaient libres il y a 30 ans », a ainsi déclaré Seth Macinko, un ancien pêcheur qui est maintenant professeur agrégé en affaires maritimes à l'Université de Rhode Island. « Mais ensuite sont arrivés les groupes de conservation. Puis il y a eu la consolidation. Puis il y a eu beaucoup d'argent. »

Selon Macinko, le système de permis privés qui a débuté en 2010 « a transformé le privilège d'attraper une livre de poisson en une marchandise qui pouvait être achetée ou vendue sans posséder de bateau... Il a ouvert la porte aux capitaux privés. » Des règles commerciales biaisées à l'Organisation mondiale du commerce ou dans des accords bilatéraux de partenariat de libre-échange verrouillent ensuite la porte après leur passage.

L'un des acteurs financiers à avoir envahi l'industrie de la pêche du nord-est des États-Unis a été Bregal Partners, une société de capital-investissement basée à New York et appartenant à la famille néerlandaise Brenninkmeijer, héritière de l'enseigne mondiale de mode C&A. Par le biais d'une société qu'elle a cofondée en 2015, appelée Blue Harvest, elle a rapidement entrepris de racheter des navires de pêche, des permis et des installations de transformation. La société a pu contourner les règles antitrust laxistes et s'emparer d'une grande part de l'importante industrie du poisson blanc du Nord-Est, ne laissant guère d'autre choix aux pêcheurs locaux que de travailler pour Blue Harvest ou de louer leurs permis à la société. Pour augmenter ses profits, la société a même facturé des frais aux travailleurs de la pêche qui utilisent ses bateaux[14].

« Le prix reste le même, mais toutes nos dépenses ne font qu'augmenter », a déclaré Joseph Drago, un pêcheur qui exploite un navire de coquilles Saint-Jacques pour Blue Harvest. « À chaque voyage, ils prélèvent de plus en plus sur la part de l'équipage. »

Une récolte d'argent et de calamités

Les fonds de capital-investissement qui investissent dans la pêche et l'aquaculture prétendent promouvoir les investissements durables. C'est sans doute ce qui les rend attrayants vis-à-vis des nombreux fonds de pension, fondations et banques publiques de développement qui y participent (voir Annexe II).

La société de capital-investissement suédoise Altor, par exemple, [se targue](#) d'un engagement fort en faveur des facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance. Plusieurs fonds de pension, dont PensionDanmark, les dotations de l'Université du Michigan et de Princeton, et diverses fondations, dont la Fondation Rockefeller, sont investis dans son Altor Fund III[15]. En 2014, Altor a utilisé ce fonds pour acquérir l'une des plus grandes entreprises d'élevage de saumon du Chili, Nova Austral. La transaction a été réalisée en partenariat avec l'étatsunien Bain Capital, par le biais de la société d'alimentation pour poissons Ewos, détenue conjointement par les deux groupes.

Malgré l'engagement déclaré d'Altor en faveur de l'ESG, Ewos a été impliqué dans un scandale de fixation des prix au Chili, qui s'est produit alors qu'Alter était propriétaire de la société[16]. Nova Austral a également établi un record d'amendes pour violation des règles environnementales dans les années qui ont suivi son acquisition par Altor. La Direction générale de l'environnement du Chili a décrit Nova Austral comme un « multi-récidiviste » et le gouvernement a engagé des poursuites pénales contre la société et ses dirigeants pour manquements répétés à la réglementation[17]. En novembre 2022, le Conseil de défense de l'État chilien a intenté un autre procès à Nova Austral pour obtenir une indemnisation suite aux « graves dommages causés au parc national Alberto d'Agostini, dans les fjords du sud du Chili, dans la région de *Magallanes* et de l'Antarctique chilien »[18].

Nous sommes à une époque où les communautés côtières subissent une pression intense pour accepter l'aquaculture, les réformes de la pêche et d'autres projets de « développement » pour pousser une « économie bleue » néolibérale. Les promoteurs parlent des investissements que ces projets apporteront. Mais la plupart de ces investissements passent par des fonds de capital-investissement. Le comportement général des groupes de capital-investissement dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture ressemble beaucoup à ce que nous avons constaté lors de notre enquête sur la présence croissante du capital-investissement dans l'alimentation et l'agriculture en 2020 : un engagement impitoyable à extraire les bénéfices de quelques partenaires au détriment des communautés locales, de l'environnement et des personnes-mêmes dont l'argent est utilisé pour ces projets[19].

La concentration de l'industrie mondiale de la pêche entre les mains d'une élite de groupes de capital-investissement n'offre aux communautés aucune solution dans leurs luttes pour assurer leurs moyens de subsistance, la souveraineté alimentaire et la justice. Compte tenu de tous les problèmes auxquels est confronté le secteur - de l'exploitation au travail à la pollution de l'environnement - il n'y a aucune chance que les sociétés de capital-investissement apportent les changements nécessaires. Il est donc crucial de continuer à lever le voile sur l'identité de ces acteurs et de mettre un terme à leurs investissements.

[Annexe I : Opérations d'investissement privé dans le secteur des fruits de mer et de la pêche, 2019-2022](#) (en anglais uniquement)

[Annexe II : Investisseurs dans une sélection de fonds de capital-investissement actifs dans les fruits de mer et de la pêche](#) (en anglais uniquement)

* Pour des références détaillées, veuillez contacter Devlin Kuyek à l'adresse devlin@grain.org

Notes :

[1] Sara Romero, « Entitats ecologistes s'oposen a l'ampliació de la piscifactoria de Calp per l'impacte ambiental », Directa, 29 mars 2022 :

<https://directa.cat/entitats-ecologistes-soposen-a-lampliacio-de-la-piscifactoria-de-calp-per-limpacte-ambiental/>

[2] Maria Feijoo, « Avramar's expansion of Spanish farm to go ahead despite opposition » Undercurrent News, 18 juillet 2022 :

<https://www.undercurrentnews.com/2022/06/30/avramar-meets-with-objections-to-expanding-one-of-its-spanish-fish-farms/>

[3] Neil Ramsden, « EU approves Andromeda's deal for Nireus, Selonda », octobre 2019 :

<https://www.undercurrentnews.com/2019/10/30/eu-approves-andromedas-deal-for-nireus-selonda/>

[4] Diorasis affirme avoir commencé à investir dans la pisciculture grecque en 2014 pour profiter des opportunités de consolidation découlant de la crise liée à la dette grecque. Voir Binyamin Ali, « PE investors look spoiled for choice at the aquaculture table », AgrilInvestor, octobre 2020 :

<https://www.agriinvestor.com/pe-investors-look-spoilt-for-choice-at-the-aquaculture-table/>

[5] « Bill Gates investing in Greek aquaculture brand, Philosofish », Ambrosia Magazine, mars 2020 :

<https://ambrosiamagazine.com/bill-gates-investing-in-greek-aquaculture-brand-philosofish/>

[6] Francesco De Augustinis, « Ocean desolation: how fish farm pollution is killing marine life in Greece », The Ferret, août 2021 : <https://theferret.scot/desolation-around-greek-fish-farms/>

[7] Dan Gibson, « 2021 seafood M&A passes \$6.5bn after explosion of outside investment », Undercurrent News, 27 janvier 2022 :

<https://www.undercurrentnews.com/2022/01/27/2021-seafood-ma-passes-6-5bn-after-explosion-of-outside-investment/>

[8] Pour avoir une présentation de ce qu'est le « capital-investissement » et de la manière dont les fonds de capital-investissement opèrent dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture, voir GRAIN, « Les barbares à la porte de la ferme », septembre 2020, <https://grain.org/fr/article/6540-les-barbares-a-la-porte-de-la-ferme-le-capital-investissement-a-l-assaut-de-l-agriculture>.

[9] Carsten Pedersen et Yifang Tang, « Aquaculture, financialization, and impacts on small-scale fishing communities », Right to Food and Nutrition Watch, 2021 :

https://www.righttofoodandnutrition.org/files/rtn_watch_art.02-2021_eng_web-2.pdf.

[10] Le National Aquaculture Group est le principal investisseur dans les fermes piscicoles d'Arabie saoudite. Il est détenu par le fonds de capital-investissement [MASIC](#) basé à Djeddah. Voir Ziad Sabbah, « Naqua: At the heart of Saudi Arabia's push to produce 600,000 tons of fish a year », Arab News, janvier 2022 : <https://www.arabnews.com/node/2012971/business-economy>.

[11] Lewis Hu, « KKR-backed China Yuehai Feed to invest \$38m in '3R' seafood plant », Undercurrent News, 15 août 2022 :

<https://www.undercurrentnews.com/2022/08/15/kkr-backed-china-yuehai-feed-to-invest-38m-in-3r-seafood-plant/>

[12] Conversation personnelle, décembre 2022. Pour avoir un aperçu de certaines des principales controverses qui pèsent sur le secteur de la pêche aujourd'hui, voir GRAIN, « Affaires de gros poissons : qui sont les entreprises qui braquent les océans ? », GRAIN, juin 2021, <https://grain.org/fr/article/6694-affaires-de-gros-poissons-qui-sont-les-entreprises-qui-braquent-les-oc-eans>.

[13] Will Sennott, « How Foreign Private Equity Hooked New England's Fishing Industry » Civil Eats, 8 juillet 2022 :

<https://civileats.com/2022/07/08/foreign-private-equity-hooked-new-england-fishing-seafood-fishermen-blue-harvest/>

[14] Will Sennott, « How Foreign Private Equity Hooked New England's Fishing Industry » Civil Eats, 8 juillet 2022 :

<https://civileats.com/2022/07/08/foreign-private-equity-hooked-new-england-fishing-seafood-fishermen->

[blue-harvest/](#)

[15]Les données sur les investisseurs du fonds Altro III proviennent de Preqin.

[16]Ewos a été racheté par Cargill en 2015, et Cargill a ensuite dénoncé la fixation des prix à laquelle Ewos et d'autres sociétés s'étaient livrées. Voir Tom Seaman, « Cargill to win Chile market share with settlements over feed price-fixing », Undercurrent News, 13 février 2020 :

<https://www.undercurrentnews.com/2020/02/13/cargill-to-win-chile-market-share-with-settlements-over-feed-price-fixing/>.

[17]Christian Molinari, « Chile's environmental watchdog fines "serial offender" Nova Austral once again », Seafood Source, 13 septembre 2021 :

<https://www.seafoodsource.com/news/aquaculture/chiles-environmental-watchdog-fines-serial-offender-nova-austral-once-again>

[18]María Feijóo, « Latest lawsuit against Chile's Nova Austral could force closure of four farm sites », Undercurrent News, 21 novembre 2022 :

<https://www.undercurrentnews.com/2022/11/21/latest-lawsuit-against-chiles-nova-austral-could-force-closure-of-four-farm-sites/>

[19]GRAIN, « Les barbares à la porte de la ferme », op cit.

La source originale de cet article est grain.org

Copyright © [Grain](https://grain.org), grain.org, 2023

Articles Par : [Grain](https://grain.org)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](https://mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](https://mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](https://mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca